**DECLARATION LIMINAIRE DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU BALAI CITOYEN DU 16 FEVRIER 2021**

**Mesdames et messieurs les journalistes,**

Soyez les bienvenus au siège du mouvement le « Balai Citoyen ». Nous vous remercions pour l’honneur que vous nous faites par votre présence.

Cette conférence de presse constitue la première pour cette nouvelle année 2021. Elle offre l’opportunité de se prononcer sur des sujets d’intérêt national et nous permet de décliner notre agenda annuel à l’opinion publique.

Mais avant, cher.e.s ami.e.s de la presse, recevez au nom de l’ensemble des Cibals et Cibelles, nos vœux de bonne année 2021 et de courage dans l’accomplissement de votre sacerdoce.

**Mesdames et messieurs les journalistes,**

Notre pays, à l’image des pays de la sous-région ouest africaine, est confronté depuis plusieurs années aux défis sécuritaires de nature terroriste. A cette crise sécuritaire, est venue s’ajouter la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19.

Nous adressons aux familles endeuillées par les attaques terroristes et la crise sanitaire, nos condoléances et souhaitons un prompt rétablissement aux malades et aux blessés. Nous constatons que l’insécurité est devenue endémique dans plusieurs régions de notre pays où des Hommes armés s’en prennent aux populations et aux FDS. Cette situation a provoqué le déplacement de plus d’un million de personnes hors de leur cadre de vie habituel vers des zones plus sécurisées. Malgré une relative maitrise de ces attaques par nos FDS que nous félicitons, il faut noter que les conditions sécuritaires ne permettent pas, pour le moment, le retour de tous nos déplacés internes dans leurs localités respectives. C’est pourquoi, nous exhortons les autorités publiques à redoubler d’efforts pour le retour de la sécurité afin que l’ensemble des déplacés puisse regagner leur localité sans crainte, dans la dignité, en vue de reprendre leurs activités socioéconomiques afin de contribuer au développement de notre Patrie.

Cher.e.s journalistes, depuis le 09 mars 2020, notre pays a enregistré officiellement ses premiers cas de COVID-19. La propagation de la maladie qui semblait être maitrisée au Burkina Faso, a connu malheureusement, à la faveur des campagnes électorales de novembre 2020, une recrudescence des cas. C’est le lieu pour nous d’encourager l’ensemble des acteurs, en particulier le personnel médical, qui œuvrent au quotidien à la prise en charge des malades.

Nous invitons la population à ne ni négliger, ni banaliser la maladie et à respecter de façon stricte les gestes barrières.

Le Balai Citoyen interpelle les gouvernants sur la nécessité de financement adéquat de la recherche pour le développement de vaccin au niveau national aussi bien pour la COVID-19 que pour les autres maladies comme le paludisme.

S’il est vrai que des mesures telles que la fermeture des frontières terrestres se justifiaient au début de la pandémie, il faut noter que son maintien aujourd’hui est incompréhensible au regard de son inefficacité. En effet, cette mesure a entrainé le développement de voyages clandestins aux frontières des Etats, et cela sans aucune disposition de contrôle sanitaire. Par ailleurs, elle entraine le ralentissement des activités économiques. C’est pourquoi, le Balai Citoyen demande aux Etats de la CEDEAO, à rouvrir leurs frontières terrestres tout en prenant le soin de mettre en place des dispositifs de contrôles sanitaires nécessaires comme pour les frontières aériennes. Le maintien de cette fermeture des frontières terrestres approfondie la discrimination et les inégalités sociales entre ceux qui peuvent se donner le luxe d’aller et venir par avion et les classes moyennes et pauvres soumises à une interdiction qui les oblige à adopter des comportements à risque en traversant les frontières dans la clandestinité.

Le Balai Citoyen poursuivra encore cette année ses actions de sensibilisation et de don d’équipements aux populations dans le cadre de la lutte contre cette pandémie.

**Mesdames et messieurs les journalistes,**

En plus de la crise sécuritaire et sanitaire, l’actualité nationale est dominée par d’autres sujets d’intérêt que sont :

* Le système de double facturation imposé par l’Office National de l’Eau et de l’Assainissement (ONEA) à ses clients ;
* La question de la réconciliation nationale ;

Sur le système de double facturation de l’ONEA, le Balai Citoyen regrette que depuis sa mise en application, nombreux sont les clients qui ont vu le coût de leur consommation croitre de façon exponentielle. La nouvelle facturation semble donc comporter plus de problèmes que d’« avantages » qu’elle prétend apporter pour soulager le consommateur. Les responsables de l’ONEA, à travers leurs diverses sorties médiatiques, n’ont pas pu rassurer les consommateurs. On assiste à une sorte de cacophonie communicationnelle qui ne rassure guère les ménages qui ont observé une croissance démesurée des montants des factures sans que leur consommation n’ait considérablement variée. Pire, les tranches évoluent d’une manière incontrôlée sans explications valables. Les plaintes des consommateurs ne cessent donc de s’accumuler.

Le Balai Citoyen, dans l’attente de la réaction de la Direction Générale de l’ONEA sur sa demande d’audience, recommande à l'ONEA :

* La suspension de la réforme de cette facturation afin d’engager un audit technique et d’impact du nouveau mécanisme sur l’amélioration du service et la satisfaction des clients ;
* Dans l’immédiat, de mettre en place des mesures de traitement des plaintes, de correction et remboursement des trop perçus du fait de la défaillance de la réforme.

**Mesdames et messieurs les journalistes,**

Depuis les élections couplées de novembre 2020, la question de la « réconciliation nationale » est le sujet à l’agenda de nombreux acteurs politiques et de la société civile. En rappel, le Balai citoyen a, à plusieurs reprises, donné sa position sur la question. Toutefois, l’accélération de l’agitation autour de cette question, avec la mise en place d’un ministère dédié à ce sujet et les sorties tout azimut des « entrepreneurs » de cette « réconciliation nationale », obligent le Balai Citoyen à rappeler à nouveau sa position sur ce qu’il considère être un faux débat. En effet, le peuple burkinabè n’a pas un problème de réconciliation nationale. Qui veut -on réconcilier avec qui ? Pourquoi ? Sommes-nous tentés de demander ?

De quoi parle, en réalité, ces entrepreneurs-agitateurs de la « réconciliation nationale » ? Si ce n’est de l’impunité à accorder à ceux qui ont commis de crimes économiques et de sang dans notre pays ?

Il ne faut pas s’y méprendre, le projet qui se cache derrière ce faux débat sur la « réconciliation nationale », est de faire l’impasse sur la justice, c’est-à-dire de soustraire de leur responsabilité devant la justice, des hommes et femmes qui sont poursuivis pour des crimes économiques et de sang. Or, le peuple burkinabè, épris de vérité et de justice, attend que les dossiers judiciaires des crimes de sang et économiques, soient soldés et proprement devant la Justice. Aucun Burkinabè, soit ils Président, Ministre, Député, Maire, etc. ne doit échapper à sa responsabilité devant la Justice.

Pour un Burkina digne et prospère, le mouvement le Balai citoyen appelle le peuple intègre et soucieux de la construction d’une Nation solide, à ne pas se laisser berner, une fois de plus, par cette comédie institutionnelle en cours qui n’est rien d’autre qu’un arrangement politique entre camarades politiques. La Justice ne doit en aucun cas être sacrifiée sur l’autel d’arrangements politico-institutionnels.

Somme toute, l’agitation autour du concept de « réconciliation nationale » n’est rien d’autre qu’un projet de prime à l’impunité ; or, sans grand risque de nous tromper, il n’existe aucun exemple dans l’histoire de l’humanité, où des pays se sont développés en ne mettant pas au cœur de leur vivre ensemble, un point d’honneur sur les principes et actions pour la vérité et la justice.

Le Balai Citoyen, se réserve le droit et le devoir, d’engager une série d’actions populaires de sensibilisation et de mobilisation contre l’IMPUNITE enrobée sous le vocable de « réconciliation nationale ». Dans les semaines à venir, le mouvement avec toutes les forces patriotiques à travers le pays :

* Tiendra un forum contre l’impunité ;
* Tiendra des conférences publiques pour dénoncer les promoteurs de l’impunité ;
* Animera des réunions populaires dans les villes et villages pour dénoncer ces pourfendeurs de la paix durable ;

**Mesdames et messieurs les journalistes,**

Le Balai Citoyen est actuellement engagé dans des projets et programmes avec ses partenaires à travers les activités des clubs cibals, reparties dans l’ensemble du pays, pour l’éducation citoyenne des populations, la mobilisation sociale des jeunes pour plus d’implication dans les instances de prise de décision au niveau local, l’animation de cadres d’échange tels des conférences publiques autour de la citoyenneté responsable. Cet engagement sur le terrain est constant et cette force de proposition et de pression continuera ses activités de veille citoyenne, de sensibilisation de la population en faveur de la collaboration responsable avec les FDS, de dénonciation de la mauvaise gouvernance, de formation des masses populaires sur les questions politiques et sociales, de plaidoyer auprès des autorités publiques pour la lutte contre les inégalités et la promotion de la Justice.

Mesdames et messieurs les journalistes,ce sont là les positions du Balai Citoyen sur quelques sujets d’intérêt national. Nous nous mettons à votre disposition pour les échanges.

**Nous vous remercions !**

Notre nombre est notre force !

Ensemble, on n’est jamais seul !

**Pour le Balai Citoyen,**

La Coordination Nationale